

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 140

23 JANVIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

L'ANNULATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET EN
CONSEIL D'ETAT :

Beaucoup de poudre aux yeux,
peu de changement

RENFORÇONS L'UNITE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES

moyen-orient :

La rivalité des
deux super-
puissances fait
peser la grave me-
nace d'une 5ème
guerre d'agression
déclenchée par
les sionistes

p 8

chômage

● *ORGANISONS-NOUS
DANS NOS SYNDICATS POUR
RETROUVER NOTRE EMPLOI*

p 3

● *BRETONCELLES :
LES TRAVAILLEURS DE PIRON
POURSUIVENT LA LUTTE*

p 6



Lievin

● *APPEL DE LA COMMISSION
POPULAIRE D'ENQUETE POUR
LA TENUE D'UN TRIBUNAL
POPULAIRE CONTRE
LES CRIMES DU CAPITAL*

p 4.5

L'annulation en conseil d'état de la Circulaire Fontanet :
RIEN DE CHANGE DANS LE FOND DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

RENFORÇONS L'UNITE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES

Par un décret du 13 Janvier, le Conseil d'Etat vient d'abroger deux dispositions de la Circulaire Fontanet, concernant l'une l'attestation de logement, l'autre l'annulation du contrat de travail comme pouvant tenir lieu de carte de travail pour la première année de présence en France.

L'attestation de logement décent que tout travailleur immigré, depuis la Circulaire Fontanet, devait obtenir de son employeur pour avoir droit à un contrat n'est plus désormais exigée... jusqu'à ce qu'un nouveau projet de loi soit déposé devant le Parlement, comme c'est déjà prévu, pour renforcer, déclare le Secrétariat d'Etat à l'Immigration, « cette procédure qui a déjà porté ses fruits... » et qui « constitue un progrès social incontestable de nature à prévenir le développement des bidonvilles et autres taudis et logements insalubres et à lutter de manière décisive contre les marchands de sommeil ». Il ne manque pas de souffle, ce nouveau Secrétaire d'Etat! Annoncer de telles énormités après quelques mois d'exercice est très prometteur! Mais Monsieur Dijoud n'est sans doute pas sans connaître, cependant, que les travailleurs du 51 rue de Charonne à Paris vivent dans de telles conditions qu'on a pu dénombrer parmi eux 60 cas de tuberculose en un an, que tous les jours le bloc électrique qui alimente le foyer risque de s'écrouler et de déclencher un incendie. Depuis 1972, 300 de ces travailleurs exigent leur logement rapide dans un ou deux foyers. Les travailleurs africains du foyer Léon Gaumont eux, aussi, réclament leur logement, car ils sont entassés à 8 dans des chambres de moins de 10m². Drôle de conception du « progrès social », Monsieur Dijoud! De très nombreux foyers de la région parisienne sont en lutte depuis de longs mois pour obtenir des logements décents et des loyers modérés. Ces luttes révèlent à l'évidence que le gouvernement ne s'engage guère dans la construction de logements corrects à prix abordable et qui ne soient pas des foyers-casernes avec gardien-flic... une preuve supplémentaire se trouve dans la restriction récente des crédits alloués à la construction de logements sociaux.

En fait, cette attestation n'avait que pour but de lier encore plus le travailleur au patron puisque c'est lui qui faisait l'attestation de logement correct nécessaire; est-ce dans ce sens que Monsieur Dijoud entend prochainement renforcer cette procédure?

Pour ce qui est du simple contrat de travail qui liait le travailleur étranger à un seul et même patron pendant la première année de présence en France, il faut désormais qu'il soit accompagné d'une carte de travail d'un an. Si cette mesure semble apparemment moins lier l'ouvrier immigré à un seul patron, elle répond en fait au souci du gouvernement de permettre une plus grande souplesse de la main-d'œuvre immigrée dans une région: le contrat de travail d'un an est valable pour une seule profession et dans une seule région; cette plus grande mobilité au niveau de la région permet aux



patrons de licencier facilement sans que forcément le nombre de chômeurs augmente d'autant.

La substitution de la carte de travail au simple contrat permet toutefois au travailleur immigré dont le contrat serait rompu avant l'échéance, de ne pas se retrouver immédiatement en situation irrégulière. C'est un point positif, mais bien le seul!

La circulaire Fontanet est fort loin d'être abrogée. Dijoud a d'ailleurs pris soin, au cours d'une récente émission télévisée, de bien préciser que l'ensemble des autres dispositions de la Circulaire Fontanet était tout à fait valable. Mais l'équipe Giscard refuse d'assumer l'impopularité d'une circulaire d'un de ses prédécesseurs, aujourd'hui déchu de tout rôle important, Fontanet, l'homme des circulaires maladroites, l'homme du parti croupion et ignoré: le CDP...

Il s'agit simplement en fait, Dijoud l'a dit, de transformer en textes de loi cette circulaire si tristement célèbre! La «Circulaire Fontanet» deviendrait la «Loi Dijoud» votée par le parlement. Voilà toute l'ampleur de la transformation!

Mais les travailleurs immigrés ne se laisseront pas tromper, même si certains crient victoire, pour eux et veulent leur faire croire que la bourgeoisie modifierait ainsi sa politique de l'immigration.

La politique de la bourgeoisie en matière d'immigration reste fondamentalement la même. Les 25 mesures Dijoud (septembre 1974) sont là pour le rappeler. Ces mesures se situent dans la ligne directe de la politique définie par la Circulaire Fontanet il y a près de 3 ans. Dijoud a simplement précisé clairement la volonté de la bourgeoisie d'avancer aussi rapidement que possible vers l'instauration d'un contrôle strict de l'immigration en France: arrêt de l'immigration, renforcement du rôle de l'Office National d'Immigration (ONI) et mise en place de tout un réseau d'accueil.

Cependant, la bourgeoisie française doit tenir compte de l'évolution de la situation internationale, des exigences des pays du Tiers Monde. Il est par exemple important pour la

bourgeoisie d'entretenir d'aussi bons rapports que possible avec les gouvernements des pays qui peuvent lui fournir du pétrole. La bourgeoisie entend donc négocier de manière bi-latérale avec les différents pays d'origine des travailleurs immigrés.

Pour cela la France doit tenir compte de certaines exigences de ces pays et de leurs travailleurs: telle est entre autres la raison des émissions consacrées aux travailleurs immigrés à la télé par exemple, où fut doucereusement dénoncé le racisme;

La situation internationale influe donc sur la politique intérieure de la bourgeoisie française et il n'est pas possible aujourd'hui pour celle-ci de régler de manière expéditive la mise en place du contrôle de l'immigration. Il est difficile par exemple de procéder actuellement à des expulsions d'étrangers, de travailleurs arabes spécialement. D'autre part la bourgeoisie impérialiste a besoin de cette main-d'œuvre immigrée et c'est aussi ce qui permet aux pays fournisseurs de réclamer que les travailleurs puissent acquérir une qualification pendant leur séjour en France, ce dont ces pays ont besoin, et ce sur quoi Dijoud insiste de manière démagogique.

Démagogiquement en effet il n'est pas question de permettre à la masse des travailleurs immigrés d'acquérir une formation, d'autant plus que pour cela il faudrait qu'ils restent suffisamment longtemps en France. Or, précisément, les impératifs de la situation intérieure conduisent le gouvernement à mettre en place un système nouveau de cartes de séjour (mesures Dijoud Septembre 74): suppression de la carte de résident privilégié; dorénavant il n'y aura plus que trois titres de séjour et de travail: un an pour une seule profession et une seule région, trois ans de même et dix ans renouvelables.

Ce système traduit la volonté de la bourgeoisie de contingentier les entrées et sorties de France des travailleurs étrangers en utilisant au maximum la carte d'un an pour qu'ils n'aient pas le temps de s'adapter et de prendre conscience suffisamment pour commencer à s'organiser et à lutter. Pour plus de sécurité la bourgeoisie a donc instauré une double

sélection: l'ONI sur place recrute des paysans analphabètes parce que ce sont ceux qui auront le plus de difficultés à s'adapter à la France et à pouvoir s'organiser pour lutter; et d'autre part une sélection en France même entre les «bons» immigrés qui eux ne lutteront pas, qui pourront, ceux-là, obtenir les 3 ans, voir les 10 ans, et même, sommet des sommets la naturalisation (!), et les «mauvais», c'est-à-dire la grande masse de ceux qui n'accepteront pas de se faire exploiter sans lutter; ces derniers seront renvoyés dans leur pays.

La bourgeoisie française est de longue date rodée à l'image du «baton et de la carotte»: si vous ne vous tenez pas tranquilles, on vous renvoie; tenez-vous tranquilles, vous pourrez peut-être rester plus longtemps et acquérir une formation. C'est un chantage supplémentaire pour tenter de dissuader les travailleurs immigrés de lutter.

La période actuelle est une période transitoire, et qui sera sans doute brève (des textes sont annoncés) pendant laquelle il est possible, d'après les textes maintenant en vigueur, d'exiger la régularisation de tous les travailleurs actuellement en France, puisqu'il est dit que tout travailleur ayant un contrat de travail se verra attribuer une carte de travail et de séjour d'un an. Il faut très largement le faire savoir. D'autant plus que les intentions de la bourgeoisie ne sont certainement pas de régulariser tout le monde: les travailleurs saisonniers d'Avignon et de Montpellier en font actuellement la dure expérience. Mais leur lutte est exemplaire et révèle une situation d'ensemble. D'une part un très grand nombre de travailleurs immigrés sont actuellement embauchés au noir: pour eux exigeons des contrats de travail immédiatement. Dénonçons les conditions scandaleuses de vie et de travail que leur imposent les patrons qui les embauchent sans les déclarer à la sécurité sociale, sans que ces travailleurs puissent toucher les allocations familiales. Dénonçons les vols sur les salaires de ces travailleurs et la menace du chômage et de l'expulsion qui pèsent quotidiennement sur eux!

Exigeons la régularisation de tous les travailleurs sans papiers. Faisons largement connaître la lutte des travailleurs du Midi! Dénonçons les contrôles policiers quotidiens qui font régner l'insécurité et qui servent à recenser les travailleurs sans papiers et à les expulser comme à Caen, Paris, Marseille, Montpellier...! Exigeons de nos syndicats qu'ils prennent en main les revendications des travailleurs immigrés!

CARTE DE TRAVAIL DES LA PREMIERE EMBAUCHE VALABLE POUR TOUTES LES PROFESSIONS ET DANS TOUTES LES REGIONS! TRAVAILLEURS IMMIGRES - TRAVAILLEURS FRANÇAIS, MEME COMBAT!

Franck Perreux

BRANDT : lutte contre les contrats à durée limitée

A la suite d'investissements modernisant l'entreprise par une mécanisation poussée, la direction Thomson-Brandt Lyon veut supprimer plus de 200 emplois en trois mois. Bien sûr, le spectre de la «crise» est brandi pour expliquer et tenter d'empêcher les réactions des ouvriers. Pour supprimer 200 emplois, 3 mesures:

- arrêt de l'embauche
- licenciements de pré-retraite pour les plus de 60 ans,
- licenciements de fin de contrat qui concernent 74 ouvriers yougoslaves, marocains, français principalement.

La section syndicale C.F.D.T. avait déjà pour revendication «**embauche définitive des ouvriers sous contrat**». Dès l'annonce de la nouvelle, elle a accentué ses explications, montrant comment le système des contrats est un moyen de contourner la protection de l'emploi pour laquelle la classe ouvrière s'est battue et se bat avec acharnement, un moyen de division, d'organisation du chômage et une nouvelle forme d'esclavage pour ce qui est des contrats d'introduction de travailleurs immigrés.

La réception de la lettre de licenciement, dès le début de l'année, a déclenché la colère des ouvriers marocains qui se mettent en grève, aussitôt rejoints par les yougoslaves. Des Françaises sous contrats de 6 mois

rejoignent aussi leur lutte. Le lundi, ils défilent avec les délégués dans les ateliers et, au moment du repas, c'est en scandant: «**embauche définitive**» qu'ils montent l'escalier de la cantine. Collectivement, un tract est rédigé en trois langues pour dénoncer le système des contrats et appeler tous les ouvriers à combattre ces licenciements «légalisés» qui ont pour effet d'accroître le travail de ceux qui restent.

Mercredi, à l'unanimité, tous décident de monter à la direction. Bloquant la porte des PDG, ils exigent une entrevue avec la direction qui est bien obligée d'accepter au bout d'une demi-heure. Là, les bourgeois ont passé un mauvais quart d'heure!

La colère contenue pendant un an d'exploitation explose. Le chef du personnel: «**Mais c'est vous qui avez signé le contrat, ce n'est pas moi qui suis venu vous chercher, et d'ailleurs vous saviez que ce serait fini au bout d'un an!**» Du tac au tac, un ouvrier répond: «**C'est faux, c'est toi qui a passé ta commande à l'ONI pour nous faire venir! Et, à nous, on nous avait promis un bon travail, une bonne paye, un bon logement, etc... On nous a aussi affirmé qu'au bout d'un an notre contrat serait renouvelé. Et en réalité on a passé un an avec des cadences épuisantes! Impossible de faire des économies! Et maintenant**

on nous met au chômage, sans travail, sans papiers, on n'a plus qu'à attendre l'expulsion!»

Devant cette détermination la direction intervient auprès de l'A.N.P.E. et de la préfecture, prend contact avec d'autres usines pour le reclassement des licenciés. La cellule du P.C.R. (m-l) est intervenue pour dénoncer les contrats et à travers eux, le système capitaliste, pour montrer la nécessaire unité de tous sur cette question, en faisant le lien entre cette forme de chômage (contrat), le chômage partiel que prépare le patron et l'augmentation de la charge de travail.

Aujourd'hui, le patron a fait quelques reculs en commençant à intervenir sérieusement pour reclasser les licenciés et fournir les papiers, et en payant à 100% le chômage technique de janvier. Mais ça ne suffit pas.

► **EMBAUCHE DEFINITIVE DE TOUS LES TRAVAILLEURS SOUS CONTRATS**

► **CHOMAGE TECHNIQUE PAYE A 100%**

La cellule saura être à la tête des luttes des ouvriers de l'usine et montrer les perspectives révolutionnaires à travers elle. Déjà de nombreux ouvriers se sont rapprochés du Parti.

Corr. Brandt

Bourgeois: les ouvriers séquestrent le patron

Une partie du personnel de l'usine Bourgeois (découpage), avec les syndicats CGT et CFDT a envahi les bureaux de la direction et séquestré le patron pendant 3/4 d'heure. Ce mouvement a été déclenché par les travailleurs pour lutter contre le chômage. En effet, depuis le retour des congés, la situation ne cesse de se dégrader: une première réduction d'effectifs en Septembre par le licenciement de travailleurs immigrés, une journée chômée le 2 Novembre, un lock-out le 9 novembre sous prétexte de la grève EDF, chômage technique du 24 Décembre au 2 Janvier (l'indemnisation ne s'est faite que sur une base de 3 Francs de l'heure). En Janvier 75, au retour du chômage technique, le patron annonce une réduction d'horaires à 40 H. sans indemnisation. En plus il nous prévient qu'il ne sera pas impossible, si le stock ne diminue pas, de descendre à 35 H. Au cours de cette action les travailleurs ont déposé leurs revendications qui sont les suivantes:

- Pas de perte de salaire; 40 H. payées 44 H 30.
- Baisse des cadences.
- Obtention de garanties pour l'avenir.

Un large mouvement de sympathie doit permettre aux organisations syndicales de renforcer leurs actions. Déjà un groupe de travailleurs se réunit régulièrement pour organiser la lutte à l'intérieur de l'usine: affiches, tracts, popularisation.

MARSEILLE
MEETING CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS

TITAN CODER VAINCRA

avec des travailleurs de LIP, FOS
des membres de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin
DEBAT. PROJECTION DE FILM SUR LIP, CHANTS...

Samedi 25 janvier 20 H

CINEMA NATIONAL Bd National au-dessus de la gare St Charles

A PROPOS DE L'ORGANISATION DES CHOMEURS

ORGANISONS LES CHOMEURS AU COTE DES TRAVAILLEURS EN ACTIVITE DANS LES SYNDICATS Aujourd'hui, l'Agence Nationale pour l'Emploi reconnaît presque 700 000 demandes d'emplois non satisfaites, ce qui doit porter le nombre de chômeurs réels à un million environ, peut être plus.

Face à cette situation, les directions fédérales C.G.T. et C.F.D.T. appliquent les propositions du P.S. et du P.C., c'est à dire qu'elles acceptent la logique capitaliste de la rentabilité sur le dos des travailleurs. Elles se battent pour les reclassements et sur les conditions des licenciements mais ne refusent pas le principe même des licenciements. Au contraire pour la revendication «du droit de veto suspensif sur les licenciements», elles revendiquent le droit de décider avec les patrons quels licenciements sont justifiés, donc de gérer le chômage avec les capitalistes. Cette position revient en fait à distiller dans les syndicats le défaitisme face au chômage, à demander d'attendre la prochaine décision électorale. Aussi il n'est pas étonnant que le soutien aux travailleurs en lutte contre le chômage ne soit pas plus développé et que les seules perspectives soient des journées d'actions nationales sans réelle efficacité et sans lendemain.

Pourtant la situation actuelle pose de manière urgente la question de la riposte de tous les travailleurs contre le chômage, donc la question de l'organisation des chômeurs.

Dans la C.F.D.T. ce qui est proposé, c'est la tenue de commissions emploi au niveau des unions locales, et la tenue de permanences juridiques. D'autres proposent l'organisation en comités de chômeurs.

Ces propositions qui correspondent à une réelle nécessité d'organiser les chômeurs, laissent les travailleurs sans emploi, sans perspective immédiate et complètement séparés des travailleurs en activité.

Luttons pour l'organisation des chômeurs dans la section syndicale de leur dernière usine. C'est à dire pour que les travailleurs licenciés quel qu'en soit le motif, restent organisés dans leur section syndicale, licenciés. En

effet très souvent les ouvriers lorsqu'ils apprennent un licenciement prouvent leur solidarité en menant des actions pour l'empêcher, mais si le rapport de force n'est pas suffisant, le travailleur licencié va s'inscrire au chômage et cherche du travail ailleurs, s'il n'en trouve pas, ce qui est de plus en plus fréquent, il n'a plus aucune possibilité de lutte, puisqu'il est complètement isolé de ses camarades de travail.

Au contraire s'il reste avec ses camarades et si la section syndicale ne renonce pas à le faire réintégrer, il devient alors possible de continuer la lutte, de la lier à d'autres luttes contre d'autres licenciements, et si le patron envisage d'embaucher du personnel, il devient alors possible de lutter pour imposer que ce soit les travailleurs licenciés précédemment qui soient ré-embauchés.

Cette forme d'organisation s'applique de la même façon aux ouvriers licenciés à la fin d'un contrat de travail à durée limitée, aux licenciements collectifs, aux licenciements disciplinaires et repressifs, aux travailleurs intérimaires qui le désirent, et qui de toutes façons doivent être organisés pendant leur mission dans la section syndicale de la boîte qui les utilise. Cette forme d'organisation est aussi un moyen de montrer aux

travailleurs non licenciés, quelle est la réalité du chômage, et surtout de réaliser l'unité entre les différents statuts des travailleurs créés par la bourgeoisie pour morceler et empêcher les luttes: ouvriers embauchés, ouvriers sous contrats de travail à durée limitée, intérimaires, travailleurs titulaires et auxiliaires dans la fonction publique.

Une partie des chômeurs n'est pas touchée par ces propositions, jeunes avant leur premier emploi, femmes sans emploi pour élever les enfants, ouvriers venant de petites entreprises où il n'y avait pas de section ou venant d'entreprises où la section syndicale sous direction réformiste ou révisionniste les a rejetés, a refusé de les soutenir. Il convient donc de mener aussi l'action syndicale pour que les unions locales prennent en main non seulement l'assistance juridique des chômeurs mais aussi des campagnes d'agitation (intervention dans les A.N.P.E.) et d'actions (manifestation, occupation dans les A.N.P.E.) et la syndicalisation des chômeurs.

**A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE!
SOLIDARITE DE TOUS LES OUVRIERS!
UN SEUL FRONT DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE!**

Big Chief	confection : 800 emplois menacés. 300 emplois en sous-traitance Les travailleurs occupent leur usine
Beaumont (Vosges)	confection : menace de fermeture Grève avec occupation d'usine
Chapuzet	climatisation : 700 emplois menacés les centres de Toulouse, Lyon, Angoulême et Bordeaux sont occupés par les travailleurs
Garnier (Redon)	matériel agricole : l'emploi est menacé Les travailleurs manifestent pour défendre l'emploi
Fantasia (Venissieux)	maroquinerie : 300 licenciements Les travailleurs occupent leur usine
Griflet (Marseille)	grues : liquidation judiciaire Occupation de l'usine.

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN

Camarade,

Lecteur de Front Rouge depuis six mois, je trouve que le journal s'est beaucoup amélioré, il y a maintenant plus d'articles sur les luttes de la classe ouvrière, et c'est très important pour briser le silence de la bourgeoisie sur les grèves et toutes les luttes ouvrières.

Pendant la grève des postiers, Front Rouge m'apportait des nouvelles de la lutte, ce qui me permettait de la populariser auprès de mes camarades. Les articles sur Liévin aussi m'ont aidé à dénoncer les responsabilités des Houillères, alors que toute la presse parlait de «fatalité».

Mais il faut attendre une semaine pour avoir des informations et un point de vue révolutionnaire sur l'actualité et encore beaucoup de faits importants ne sont pas traités. Alors j'approuve vraiment la décision de faire un quotidien communiste, chaque jour on suivra les luttes des masses dans notre pays et dans le monde, et on pourra combattre la propagande bourgeoise, qui nous abreuve de mensonges à la télé et dans les journaux. Bien sûr, peu d'ouvriers croient ce que racontent les journalistes de l'O.R.T.F. et de la grande presse, mais ils voudraient savoir comment ça se passe en réalité dans les grèves, ils voudraient aussi qu'on ne détourne pas leurs actions et qu'on leur donne la parole. Le seul moyen pour ça, c'est un quotidien communiste qui parle de nos luttes, de nos conditions de travail et qui combatte les mensonges de la bourgeoisie. Dès aujourd'hui, je vous envoie le montant d'un abonnement d'un an. J'espère pouvoir vous envoyer bientôt plus car autour de moi, plusieurs camarades de boulot sont très intéressés par un quotidien révolutionnaire.

Un Postier

pour que paraisse, en septembre 75, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an

250 F

3 mois

80 F

Nom

Prénom :

Profession

Adresse

6 mois

150 F

1 mois

80 F

.....

Cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyez-le à
F.R. BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

les "accords sur le chômage" n'enrayeront pas les luttes pour l'emploi

- Un accord a été signé le 14 octobre 1974 entre patronat et les organisations syndicales pour améliorer l'indemnisation du chômage total.

- La bourgeoisie et le gouvernement ont fait beaucoup de publicité autour de cet accord «le meilleur système d'indemnisation du chômage du monde» pour Giscard.

A QUEL BESOIN RESPOND CET ACCORD?

Suite à la lutte victorieuse des Lip contre les licenciements, lutte reprise partout après dans le pays, de Titan à Annonay en passant par INOSAF, Cerizay, Darbois, etc... La bourgeoisie veut pouvoir effectuer sa politique de restructuration qui exige la liquidation d'un certain nombre de PME et la fusion d'un certain nombre de trusts, sans réaction de la classe ouvrière.

Pour ce faire, et par prévision d'un nombre encore plus grand de licenciements, la bourgeoisie espère briser la combativité des travailleurs par cet accord.

QUE CONTIENT-IL?

Les travailleurs licenciés, individuellement ou collectivement, pour motifs économiques et ayant 6 mois de présence dans le régime des ASSÉDIC et moins de 60 ans, auraient le droit pendant 1 an à une indemnité complémentaire d'attente, celle-ci totalisée avec l'UNÉDIC (10 F par jour) et l'ASSÉDIC (35% du salaire) doit arriver à 90% du salaire brut des 3 derniers mois précédant la rupture du contrat de travail, ou en cas de chômage partiel sur la base d'une semaine de 40 h.

Il est évident que le patronat a été contraint à certaines concessions: ce

qu'il proposait était de limiter cet accord aux licenciements de plus de 50 personnes, pour les personnes ayant 1 an d'ancienneté, que l'indemnité soit dégressive: 90% au départ jusqu'à 60% au bout d'un an, et suivant une durée de 3 mois renouvelables allant de 6 mois à 1 an.

- Mais la bourgeoisie s'est réservée plusieurs terrains de repli:

1. Il n'y a pas eu de définition de faite sur licenciement pour motif économique, ce qui laissera toute latitude au patronat pour transformer les licenciements individuels en licenciements non économiques, une répression accrue afin d'aboutir au «départ volontaire», pratique déjà largement à l'honneur et qui sera renforcée. On peut s'attendre d'autre part au développement du recours au travail intérimaire et au système des contrats à durée limitée.

2. La garantie n'est pas de 1 an mais de 3 mois, car tous les 3 mois, le travailleur licencié devra passer devant la commission paritaire Assedic composée de 5 représentants patronaux et 5 représentants syndicaux (1 CGT, 1 CFDT, 1 FO, 1 CFTC, 1 CGC), en cas de ballottage 5 contre 5, l'allocation sera supprimée. Il faudra donc toujours qu'il y ait une voix patronale pour que l'allocation soit prolongée; gageons que la règle sera indemnité de 3 mois et que rares seront les cas de prolongation.

3. Enfin l'indemnité est financée par les travailleurs. Si les salaires ne sont pas augmentés, la cotisation Assedic augmentera, pour les salariés de 0,16 à 0,36%, pour le patron de 0,64 à 1,14%. Gageons que la bourgeoisie, en pleine restructuration, aura une raison de plus de bloquer les salaires afin de faire payer ces 1,14% à

la classe ouvrière. Voilà une nouvelle raison s'ajoutant à la Serisette de Fourcade.

4. Cet accord ne s'applique qu'à une catégorie de travailleurs qui pourraient avoir l'illusion qu'ils vont être payés pendant 1 an, ce qui les fera hésiter avant d'engager des luttes, cet accord s'il est appliqué intelligemment par les patrons vise à briser le front de lutte contre les licenciements, à désamorcer ces luttes, à priver les travailleurs en lutte de la sympathie de la population (puisque'ils sont payés!).

MALGRE TOUT, cet accord donne un répit de 3 mois aux travailleurs licenciés, et ce laps de temps pourra être mis à profit pour organiser la lutte contre les licenciements projetés, mais cela exigera un surcroît de détermination car la bourgeoisie compte bien se servir de l'octroi de cette miette pour empêcher toute lutte conséquente contre les licenciements, aussi elle hésitera moins dans ce contexte à envoyer les forces de répression contre toute lutte conséquente dans ce sens, toute occupation d'usine ajoutant la prise en otage des moyens de production à l'indemnité de chômage.

A terme, c'est faire accepter la logique capitaliste des restructurations et de leurs conséquences, les licenciements qui est en jeu: logique que les directions fédérales ont déjà acceptée depuis 1969, puisqu'elles ne se battent plus que pour les reclassements et pour les conditions de licenciement. Dans ce sens un autre projet de loi sera présenté le 12 décembre à l'Assemblée pour organiser «plus en douceur» les procédures de licenciement.

Ce projet est refusé pour l'instant par les directions fédérales dans la



Avant même les heures d'ouverture, les chômeurs épluchent les petites annonces

mesure ou «le droit de veto sur les licenciements» réclamé par les syndicats n'est pas pris en compte, c'est à dire le droit de participer à la politique de licenciement de la bourgeoisie.

Ce projet pose le principe d'une consultation préalable du CE pour les licenciements pour motif économique, quand il y a 10 licenciements et plus dans une période de 30 jours, avec indication des raisons économiques par le patron. Il pose aussi le principe de l'autorisation par l'autorité administrative compétente (sans doute la direction départementale de la main d'œuvre) avec possibilité en cas de refus de recours au préfet du seul employeur. Au cas où cette procédure ne serait pas respectée outre les amendes symboliques prévues par le code pénal à l'employeur, le travailleur licencié ne sera pas réintégré, mais aura le droit à des dommages et intérêts... Quelle belle jambe d'être au courant des motifs économiques bourgeois de son licenciement! Quelle efficacité: quand le patron surtout celui des PME pourra licencier 9 travailleurs tous les mois sans être inquiété? Quelle

efficacité quand le motif économique dans 90 cas sur 100 sera reconnu comme juste vues les fermetures de PME en cours, quand le préfet est celui qui décide en dernier recours, quand on sait l'efficacité d'un inspecteur du travail et au bout du compte, il n'y a même pas la réintégration.

En fait la bourgeoisie veut pouvoir exercer une certaine régulation du processus de mise au chômage des travailleurs afin d'éviter un essor trop grand de la lutte de classe. Mais les travailleurs refusent toute la logique capitaliste de ces accords, qu'ils soient prévenus, informés des motifs économiques bourgeois, qu'on leur assure une indemnité pour faire passer la pillule ou un reclassement qui équivaut 90 fois sur 100 à une déqualification, que les directions syndicales aient le droit de veto suspensif quand leur logique économique bourgeoise à eux n'est pas exactement celle de l'équipe au pouvoir à ce moment-là, les travailleurs n'en ont que faire, ce qu'ils refusent c'est le principe même du licenciement, le principe même d'une société fondée sur le chômage.

CONTRE LE CHOMAGE, LES TRAVAILLEURS DE BRETONCELLES MONTRENT LA VOIE

A Bretoncelles, le meeting des ouvriers de Piron a réuni près d'un millier de personnes de la région: paysans, ouvriers, jeunes des comités de soutien. Cette manifestation a affirmé avec éclat la détermination des ouvriers de Piron et le soutien et l'écho qu'ils rencontrent dans la région. De nombreux chanteurs qui sont venus bénévolement parce que solidaires de la lutte, se sont succédés durant l'après-midi sur la scène de la salle des fêtes, dans une ambiance enthousiaste. Mais les véritables «vedettes» de cette journée, ce furent les ouvriers de Piron, en lutte depuis un mois. Le comité de lutte, après avoir expliqué comment la lutte avait été menée, ses motifs et ses objectifs, dut répondre aux nombreuses questions de l'assistance. Dans la salle décorée de panneaux retraçant la lutte, des banderoles affirmaient les objectifs des ouvriers de Piron: «la nouvelle unité de production de Bretoncelles ne vivra qu'avec nous», «Maintien des avantages acquis».

Cette journée a également permis de nouer ou de resserrer des liens de solidarité entre les ouvriers des entreprises de la région, les paysans et les jeunes, comme en témoignaient les messages de solidarité des sections syndicales, des comités de santé, des paysans travailleurs, des organisations de jeunes... L'unité et la combativité des travailleurs de toute la région ont été renforcées et la démonstration a été faite que ce ne sont pas seulement 80 travailleurs qui se battent pour garder leur emploi dans leur pays, mais tous les travailleurs de la région. Le retentissement de la lutte des travailleurs de Piron, dans la région, et au-delà, le soutien qu'elle s'est gagnée, tiennent à son caractère exemplaire. Exemplaire cette lutte l'est à plus d'un titre, par la façon dont elle est menée, par la riposte apportée aux licenciements.

Toutes les décisions sont prises en assemblée générale, il y en a au moins une par jour. Un comité de lutte élu et révocable à tout moment exécute les décisions prises en assemblée générale et rend compte de son action chaque jour devant l'A.G. Ainsi les ouvriers prennent réellement en main leur lutte.

Comme à Lip, les travailleurs se sont emparés de l'unité de production et ont dévoilé les secrets du patron sur sa gestion, ses rapports avec les clients... Comme à Lip, ils n'ont pas hésité à bloquer le démantèlement en constituant «un trésor de guerre». Ils ont montré en faisant marcher l'usine que sans patron, les ouvriers pouvaient produire et bien mieux, en supprimant le rendement, le travail de nuit, en assurant la sécurité... Ce qui a été ainsi préfiguré, c'est la possibilité d'une société différente, sans patron où les

travailleurs dirigent leur entreprise. En refusant de faire les frais des restructurations capitalistes les travailleurs de Piron ont conscience de mener une lutte concernant tous les travailleurs de leur région et de toute la France. C'est ce que nous dit un ouvrier, père de 6 enfants, dont la femme travaille aussi à Piron: «La poursuite de la lutte est bien engagée, grâce au soutien des ouvriers de toutes les régions, qui sont dans les mêmes conditions, il faut rester unis, au coude à coude. Notre lutte, on est 86 à la mener, mais ça concerne aussi les grosses usines. Quoiqu'il arrive à d'autres ouvriers qu'ils soient 1.500 ou 50, nous, ouvriers de Bretoncelles, on est prêts à leur prêter main forte». Cet appel à la solidarité de tous les travailleurs prend une résonance particulière, dans cette région du Perche, où sont implantées quelques petites entreprises de moins de 100 ouvriers en général, usines de matières plastiques surtout. En effet, beaucoup d'usines ferment ou réduisent leurs horaires ou leurs effectifs, et de nombreux paysans sont au bord de la ruine, prêts à grossir les rangs du prolétariat. Les ouvriers de la région ont donc rejoints nombreux les comités de soutien, parce qu'ils ont à peu près la même situation que leurs camarades de Piron, qu'ils travaillent à OGAFER, à la SOPARCO, à la Couiler ou chez Lemaire, etc... Leur paye n'excède guère le SMIC: un ouvrier ayant 12 ans d'ancienneté touche 1.200 Frs par mois. Ceci bien sûr déplaît aux patrons qui voient d'un mauvais œil l'unité des ouvriers et craignent que la mésaventure de Piron ne leur arrive; pour l'instant ils n'osent cependant pas trop réprimer, mais ils ont trouvé un allié dans le P.C.F., défenseur des petits patrons. A Bretoncelles, un meeting P.C.F. s'est tenu, il y a deux semaines, avec un membre du Comité Central, devant à peine 15 personnes, pas un mot sur la lutte si ce n'est pour plaindre... Piron, victime des trusts! Quant aux révisionnistes qui dirigent l'UD C.G.T., ils ont reproché aux syndiqués C.G.T. de participer aux comités de soutien. «N'allez pas fourrer votre nez à Bretoncelles, c'est une bande de feignants... etc...» Malgré leurs calomnies, qui réjouissent fort les patrons, les révisionnistes du P.C.F. n'ont pu empêcher les travailleurs, dont certains adhérents du P.C.F., de s'associer au combat de Bretoncelles. Les femmes légèrement plus nombreuses que les hommes dans l'entreprise ont, malgré tous les obstacles, participé de façon très active au mouvement. Celles qui étaient mariées, se voyaient au début reprocher par leur mari leur présence aux piquets de grève, alors que les travaux ménagers les attendaient. En discutant avec leur mari, en leur

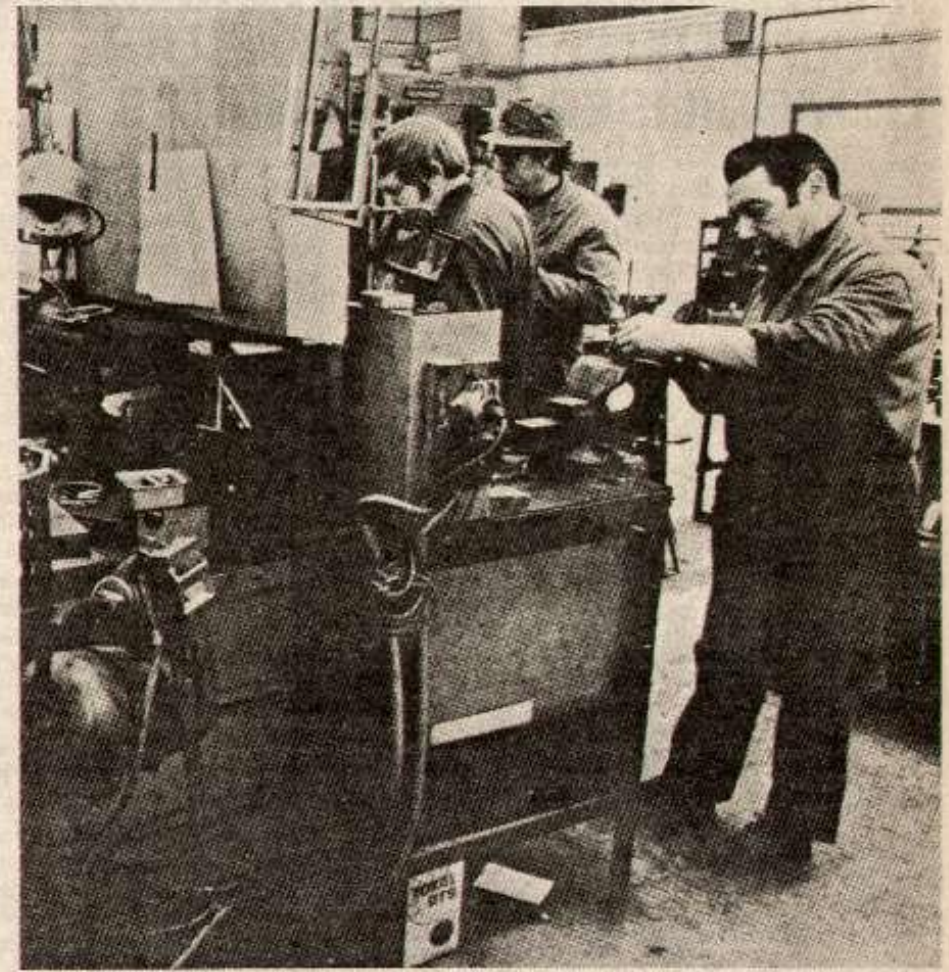
expliquant que leur place était aux côtés de leurs camarades et non confinée au foyer, elles ont réussi à leur faire comprendre que les femmes peuvent et doivent lutter comme les hommes.

Pour les jeunes, le problème venait des parents qui n'acceptaient pas qu'elles participent aux piquets, leur détermination et leurs explications sont venues à bout de ces réticences. Les paysans du mouvement «Paysans-Travailleurs» participent aux comités de soutien, ils apportent lait, viande, pommes de terre, œufs... qu'ils vendent aux prix de production, ou même qu'ils donnent. La solidarité des paysans de la région n'est certes pas encore générale, mais c'est un fait nouveau, qui brise la traditionnelle barrière dressée par la bourgeoisie entre paysans et ouvriers. Un paysan nous explique pourquoi: «si on soutient les ouvriers de Piron, c'est parce qu'on est des travailleurs exploités... Ce sont les trusts de produits alimentaires qui nous exploitent: le Crédit Agricole aussi. On sera obligé de lâcher nos fermes, sur une commune de 50 cultivateurs, 15 jeunes sont partis en 18 mois. Les fils de paysans, soit ils s'endettent pour acheter du matériel et ils bossent toute leur vie pour payer les intérêts au Crédit Agricole, soit ils vont faire de la main d'œuvre bon marché pour les patrons».

Futures victimes, victimes déjà du chômage, les jeunes participent également à la lutte, ainsi cet ouvrier de 17 ans 1/2 employé chez Piron, et payé au dessous du SMIC à cause de l'abattement d'âge, ou cet ouvrier agricole de 18 ans, payé au SMIC, menacé de licenciement par son patron et qui raconte comment les gros propriétaires terriens traitent leurs ouvriers: pas de sécurité sociale, 500 Frs par mois, en plus des repas. Ce sont aussi les jeunes qui ont organisé dans les lycées des comités de soutien.

Les liens qui se sont tissés, les nouveaux rapports de solidarité qui se sont établis entre les travailleurs: femmes et hommes, jeunes et vieux pour faire échec aux plans de chômage de la bourgeoisie, constituent d'ores et déjà un premier acquis dans la lutte menée depuis un mois à l'initiative des ouvriers de Piron. C'est cela qui a fait reculer la bourgeoisie, qui a fait échouer ses projets de licenciement, et empêcher une répression brutale. Plus que jamais la lutte continue pour le maintien de l'unité de production de Piron, sans aucun licenciement, et le maintien des avantages acquis. **LES TRAVAILLEURS DE BRETONCELLES VAINCRONT ! CONTRE LE CHOMAGE, LES 80 DE BRETONCELLES MONTRENT LA VOIE !**

Serge LIVET



LA LUTTE DES 80 DE PIRON

Tout commence le 1er Décembre 74, lorsque les travailleurs refusent de travailler sans chauffage, malgré les menaces du patron. Celui-ci annonce le dépôt du bilan pour raison économique et commence à démanteler certains outils. (Les moules, qui placés sur les presses, permettent de donner aux pièces leur forme, appartenaient aux clients, et non au sous-traitant). Les travailleurs empêchent le départ des outils pour la C.E.P.E. et décident de constituer un trésor de guerre: plusieurs tonnes de matériel qui seront mis en lieu sûr.

Un comité de lutte élu et révocable à tout instant est formé, regroupant syndiqués et non syndiqués.

Le lendemain, la direction annonce que les salaires ne seront pas versés et qu'il n'y aura pas d'acompte. Les travailleurs décident alors d'expulser Piron père et fils, élisent un comité de contrôle financier, révocable à tout instant, chargé d'étudier la situation comptable laissée par Piron. D'autres commissions sont mises sur pied afin de poursuivre l'occupation et la production.

Le jeudi 27 Décembre, l'administrateur provisoire, Labranche, patron d'une entreprise similaire de la région, se propose pour reprendre l'usine Piron, mais sans engagement sur la garantie de l'emploi et le maintien des avantages acquis: refus des travailleurs.

Le 31 Décembre, les travailleurs livrent aux clients l'équivalent d'une journée de travail, la production se poursuit. De nombreux comités de soutien se créent dans la région.

Le 3 Janvier, les établissements Piron sont mis en liquidation judiciaire, les travailleurs s'opposent à la pose des scellés.

Le 7 Janvier, un jugement ordonne l'expulsion de l'usine Piron. Après discussions, les travailleurs décident d'évacuer l'usine pour désamorcer le processus judiciaire.

Mardi 8 Janvier, occupation de la mairie jusqu'au lendemain 9 heures du matin. Après des négociations avec le maire, les travailleurs décident d'occuper la salle des fêtes et d'y tenir tous les jours une assemblée générale.

a.n.p.e.:

les chômeurs à la recherche d'un emploi

«Ça fait 7 mois que je cherche du travail, n'importe quel boulot cela m'est égal... A chaque fois c'est pareil, tu lis une annonce dans un journal, tôt le matin, tu téléphones, dès l'ouverture, soit ils te disent que c'est déjà pris, soit ils te demandent de te présenter. Tu cavales dans le métro et une fois arrivé, il y a déjà 15 gars qui attendent pour le même boulot...»

Porte de Clichy, Boulevard Picpus, rue de Belleville, ces adresses des différentes Agences Nationales pour l'Emploi (A.N.P.E.) de Paris sont bien connues des chômeurs. Partout les chômeurs y sont aussi nombreux. Le journal ouvert à la page des petites annonces, l'attente commence bien avant l'ouverture. «Même en venant 20 minutes à l'avance, on n'est pas sur de passer...» Dans le hall, des annonces sont affichées en «libre service» et chacun les lit attentivement, le travailleur qualifié parcourant tous les journaux y compris ceux réservés aux emplois de manœuvre ou d'O.S. Derrière un comptoir, une affiche attire l'attention: «le bâtiment, un métier d'avenir: pensez-y!». L'A.N.P.E. n'a vraiment honte de rien... Assis sur des banquettes, les premiers arrivés discutent entre eux, échangent des «tuyaux» en attendant qu'on appelle leur numéro; français ou immigrés, tous se sentent également victimes du chômage.

«QUALIFIE OU PAS, JE NE TROUVE RIEN»

«Je suis menuisier, cela fait deux mois que je suis en congés maladie et je sais que je ne pourrai plus faire le même travail, à 60 ans on guérit moins vite... Je suis venu pour voir s'il y avait des emplois pour moi. Le patron ne m'a pas encore licencié, mais je sais qu'il n'acceptera jamais de me mettre à un poste moins pénible, surtout qu'à la visite médicale, c'est radical: «apte au

travail». Cela fait 45 ans que je travaille, et me voilà au chômage... Je crois pourtant bien avoir mérité une retraite...»

Voilà le sort que le capitalisme réserve aux vieux travailleurs et ils sont nombreux ceux que la maladie a obligé à interrompre leur travail et qui aujourd'hui sont parmi les premiers licenciés. Nombreux aussi les travailleurs immigrés qui se sont vu «coffrir» deux mois de congés pour aller dans leurs pays et qui, en rentrant trouvent la porte fermée...

«En Juin le patron m'a proposé de partir deux mois en congés, j'ai laissé pas mal de travail, ça ne fait rien, tu le feras en rentrant... En septembre, je me présente comme prévu, «désolé, mais il n'y a plus de travail». Depuis, j'ai toujours rien trouvé et comme légalement, je n'ai pas été licencié, je ne touche aucune indemnité...»

Le chômage, nous dit la bourgeoisie, vient d'un «déséquilibre entre l'offre et la demande, du manque de personnel qualifié». «Je travaillais comme manœuvre dans le bâtiment et quand la boîte a fermé et qu'on s'est retrouvé au chômage, on m'a conseillé de suivre des cours à la F.P.A... Aujourd'hui j'ai beau avoir un C.A.P. de plombier couvreur, qualifié ou pas, je ne trouve rien... il paraît que dans la branche c'est bloqué...»

LES ACCORDS «REVOLUTIONNAIRES» DE GISCARD...

Les indemnités, les accords «révolutionnaires» de Giscard, peu de chômeurs se sentent concernés: «De toute façon, tu ne remplis jamais les conditions, soit tu n'as pas été licencié, soit tu n'as pas assez travaillé... ils trouvent toujours une astuce...» Ce jeune sorti du C.E.T. fin juin, avec un C.A.P. d'employé de bureau, a déjà accumulé une certaine expérience: «Ça fait un mois et demi que

je pointe, il paraît qu'il faut trois mois pour avoir les indemnités. Ma mère qui est au chômage depuis septembre vient juste de toucher le premier versement... En juillet j'avais trouvé du travail dans une banque, je pensais que c'était arrivé! Et puis en octobre, le gérant vient me trouver «le titulaire revient, je ne peux pas te garder...» J'avais travaillé quatre mois et jamais on ne m'avait dit que c'était un remplacement, même les autres ne le savaient pas...»

Quant au travail intérimaire, la plupart ont déjà tenté leur chance: «l'intérim, l'A.N.P.E., les adresses qu'on t'a filé, tu passes ton temps dans le métro; même à l'intérim, c'est difficile d'avoir quelque chose... Ça en fait des jetons de téléphone et des tickets de métro à la fin de la journée, surtout que l'A.N.P.E. ne possède souvent rien».

Non les travailleurs au chômage ne se font guère d'illusions sur les prétendus accords «révolutionnaires» de Giscard. C'est que la bourgeoisie compte davantage les utiliser pour désamorcer les luttes contre les licenciements collectifs que pour indemniser réellement les travailleurs qui, une fois au chômage, sont isolés et représentent donc moins de danger pour elle.

Mais les travailleurs, à l'exemple des ouvriers de Lip, Titan Coder, Manuest, Bretoncelles... sauront lutter contre les licenciements et déjouer les plans de la bourgeoisie; et les chômeurs, organisés dans le syndicat de leur ancienne entreprise, sauront vaincre l'isolement dans lequel veut les maintenir la bourgeoisie.

DES INDEMNITES POUR TOUS !
HALTE AU CHOMAGE !

Pierre MOREL

malgré « l'aide » US PHNOM PENH DE PLUS EN PLUS ISOLE



Le port de Neuk Luong à 60 kms de Phnom Penh est encerclé, les îles sur le Mékong ont été prises par les Forces Armées Populaires de Libération Nationales du Cambodge; le fleuve est entièrement coupé; l'aéroport de Pochentong par lequel est ravitaillé Phnom Penh est fréquemment attaqué.

La « bataille de Phnom Penh », dernier repaire des traîtres, se poursuit depuis un an. Au début de l'année 74 les ceintures de défense de Phnom Penh avaient toutes été enfoncées, les routes largement contrôlées. Phnom Penh, asphyxiée, ne respirait plus que par les convois remontant le Mékong et le ravitaillement par air. Ces deux artères vitales sont aujourd'hui attaquées afin d'être mises hors d'état.

Phnom Penh est transformée en camp retranché. L'armée fantoche y est regroupée avec les armes lourdes que lui fournit l'impérialisme US; elle se sert de la population de Phnom Penh comme d'un bouclier de chair humaine, en installant ses batteries dans les quartiers populaires, à proximité des camps de « réfugiés ».

Empêcher l'impérialisme US de ravitailler, notamment en armes, ce camp retranché tout en poursuivant la destruction systématique et progressive des postes militaires fantoches autour de Phnom Penh, (137 postes ont été détruits depuis le début janvier 75); tels sont les deux axes de la bataille autour de Phnom Penh aujourd'hui.

Dans cette bataille la clique Lon Nol compte pour peu de choses. Depuis des mois isolée au sein de la population de Phnom Penh, et combattue, elle ne survit que grâce au déferlement continu de l'aide que lui fournit les Etats Unis. C'est l'impérialisme US qui encadre l'armée fantoche au moyen d'un corps de 2500 conseillers, c'est l'impérialisme US qui arme les fantoches.

La politique de Lon Nol, c'est la politique que l'impérialisme US a suivie jusqu'ici pour se maintenir au Cambodge. Cette politique a fait faillite. Mis en échec au Viet-Nam, il brandit la menace de l'intervention des forces yankees disséminées en Asie, et fait manœuvrer sa flotte. Les mêmes forces, les mêmes menaces sont dirigées également contre le peuple cambodgien.

Pour l'heure les bases de Thaïlande servent à alimenter Phnom Penh en armes, kérosène, vivres. Mais l'ambassade US interdit aux journalistes de se rendre à Pochentong pour constater l'utilisation du pont aérien, les appareils US accomplissant cinquante atterrissages par jour.

Face aux menaces US, aux manœuvres d'intimidation contre le peuple cambodgien, comme contre le peuple vietnamien, nous devons faire preuve de la plus grande vigilance.

**GRUNK A PHNOM PENH!
YANKEES HORS D'INDOCHINE!**

ESPAGNE :

développement important des luttes ouvrières

Des dizaines de milliers de travailleurs espagnols sont en grève dans de nombreuses régions du pays. A Pampelune, le 15 janvier, 20.000 travailleurs ont répondu par la grève et des manifestations aux lock-out massifs décidés par les patrons, aux licenciements qui frappent particulièrement leurs camarades des mines de potasse. Les mineurs occupent les puits. Ils ont sillonné toute la ville pour expliquer largement leur action. Une fois de plus, la police est intervenue. Dans la nuit, ils avaient affronté la garde civile derrière des barricades construites avec des troncs d'arbres. Le gouvernement a concentré dans la ville des forces de police venant des régions voisines pour leur faire quadriller en permanence les quartiers populaires. Malgré ces menaces, de nouvelles manifestations ont eu lieu. La veille, les ouvriers des usines SEAT manifestaient dans le centre de Barcelone. La police n'a pas hésité à tirer, blessant un manifestant. En Galice, les 7.000 ouvriers des « Astilleros y talleres del noroeste SA » sont aussi en grève. A Baracaldo, les 12.000 travailleurs des « Hauts fourneaux de Biscaye » se sont rassemblés devant leur usine lock-outée par les patrons, après le refus par les ouvriers de négocier par l'intermédiaire du syndicat fasciste. Barcelone est le théâtre de luttes particulièrement dures, à la Seat,

Lavis, Hispano-Olivetti. Là encore, l'intervention de la police n'a pas pu mettre fin aux manifestations, les groupes de travailleurs se dispersant et reformant les cortèges sans cesse. Ce que refusent les travailleurs, c'est le chômage en augmentation continuelle; en Navarre, en une seule journée, plus de 1.300 travailleurs ont été licenciés. Ils luttent pour le droit au travail. Pour des augmentations de salaire aussi, car les prix montent en flèche: les denrées alimentaires et les vêtements ont augmenté de 40%; les transports de 35%, les loyers de 50%. Mais ils exigent aussi les libertés syndicales et politiques. Ils exigent la libération et l'amnistie de tous les détenus et exilés. L'ampleur des grèves et des manifestations des peuples d'Espagne, la lutte résolue qu'ils mènent contre la dictature fasciste sont des signes révélateurs des failles importantes du système franquiste. L'année 74 avec l'intérim du « prince Juan Carlos » pâle successeur désigné de Franco, lors de sa maladie, a confirmé que tout ou partie de la classe politique attend sa mort pour mettre en place un système politique différent qui, tout en maintenant le pouvoir des classes dominantes, le déguiserait suffisamment aux yeux des masses pour les tromper et limiter leur mouvement révolutionnaire. Franco, impotent, a eu beau, lors de son

message de fin d'année, essayer de faire reluire le pantin Juan Carlos («ses qualités personnelles, sa prudence politique, sa préparation et surtout son sens clair du devoir ont confirmé une fois de plus les espoirs placés en lui»), il ne peut empêcher que les forces politiques réactionnaires préparent activement la «relève». Par exemple, l'avocat Ruiz Jimenez, ancien ministre de l'éducation de Franco, aujourd'hui dirigeant de la «social-démocratie libérale» a déjà collecté des dizaines de milliers de signatures parmi les «personnalités espagnoles pour une «amnistie générale». De son côté, le P.C.E a mis sur pied il y a 6 mois une «junte démocratique» alliance très large allant des révisionnistes de Carillo aux monarchistes de Calvo Sotelo conseiller politique de Don Juan. Aujourd'hui, les classes dominantes en Espagne hésitent sur la voie à prendre, sur la force politique qu'il faut mettre en place pour maintenir leur pouvoir. Les peuples d'Espagne savent que seule la lutte résolue saura les libérer de la dictature fasciste de Franco, et ne se laissent pas bernier par les promesses de libéralisation qu'elles viennent de «droite» ou de «gauche». Gageons que sous la conduite du FRAP (Front Révolutionnaire Anti-fasciste et Patriote), les peuples d'Espagne porteront des coups de plus en plus durs à la dictature fasciste.



LA RUPTURE DES ACCORDS ECONOMIQUES DE 72 ENTRE USA ET URSS: UNE CONSEQUENCE DE LA RIVALITE DES 2 SUPERPUISSANCES AU MOYEN ORIENT

L'URSS vient de mettre en sommeil les accords économiques conclus entre Brejnev et Nixon lors de la rencontre à Moscou en 1972. L'essentiel de ces accords résidait dans la suppression des conditions moins favorables mises par l'impérialisme U.S. aux échanges commerciaux avec les pays de l'Est, instituées au temps de la guerre froide. Désormais, l'URSS devait bénéficier de ce qu'on appelle «la clause de la nation la plus favorisée», autrement dit de conditions semblables à celles en vigueur dans le commerce U.S. avec la plupart des autres pays.

Malgré l'opposition affirmée par Ford et Kissinger, une fraction de la classe politique U.S., avec en tête le sénateur Jackson a fait échouer ce projet. Déjà en mars dernier, le Congrès américain avait opposé son veto à l'octroi d'importants crédits à l'URSS pour le financement de ses achats aux Etats-Unis, et les avait limités à la somme de 75 millions de dollars pendant 4 ans. Somme insuffisante pour le social-impérialisme, qui s'attendait au moins au double, et qui a un besoin impératif de capitaux et de technologie étrangère pour tirer profit des ressources naturelles de l'URSS. Dépensant des sommes considérables à la fabrication de matériel de guerre, il est incapable de dégager les sommes importantes dont il a besoin pour développer rapidement certains secteurs capitalistes.

En mars 74, Patolitchev, ministre soviétique du commerce, avait déjà tenté de prévenir cette manœuvre: «laissez-moi dire franchement que nous nous adresserions, pour les crédits et la technologie, à d'autres marchés, par exemple à ceux d'Europe occidentale ou du Japon».

Devant les tentatives de Jackson d'empêcher l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée, il avait montré que cette

attitude pouvait compromettre, à terme, les chances américaines de s'approvisionner en gaz naturel de Sibérie.

Malgré ces mises en garde, «l'amendement Jackson» à la loi sur le commerce discuté par les parlementaires américains depuis de longs mois, visait à interdire tout crédit à long terme et toute concession tarifaire aux pays pratiquant une politique restrictive en matière d'immigration. Pour tenter de contrer cet amendement qui liait de fait l'accord de la clause de la nation la plus favorisée à l'URSS, à un contrôle par les Etats-Unis de l'immigration juive vers Israël en «nombre suffisant», Kissinger dut expliquer dans une lettre personnelle à Jackson qu'il avait reçu des assurances formelles des dirigeants soviétiques en ce qui concerne cette immigration, qui selon lui, allait augmenter.

Depuis longtemps tous les observateurs insistent sur le lien établi tacitement entre la conclusion d'accords commerciaux entre l'URSS et les USA, et cette question des juifs soviétiques, sans qu'il y ait de démenti de la part du gouvernement soviétique. Mais à partir du moment où cet accord fut chanté sur tous les toits par Kissinger lui-même, le social-impérialisme n'avait d'autre choix que de démentir et de refuser cette ingérence dans ses affaires intérieures, ingérence dont il s'était parfaitement accommodé tant qu'elle était restée secrète.

Il ne pouvait faire autrement, pour préserver son influence au Moyen-Orient. En effet, de nombreux journaux arabes commençaient à dénoncer le jeu de l'URSS qui, tout en prétendant soutenir les pays arabes contre le sionisme, envoyait chaque année des dizaines de milliers de juifs soviétiques en Israël, qui prenaient aussitôt leur place comme soldat, technicien qualifié dans le dispositif d'agression sioniste contre les peuples

arabes. Ces accusations, le social-impérialisme a dû les étouffer le plus rapidement possible, car si son masque tombait au Moyen-Orient, tombait en même temps une de ses armes les plus efficaces dans sa rivalité permanente avec l'impérialisme U.S. pour la domination de la région.

Ce recul, l'URSS l'a fait d'autant plus aisément que ce qui est dénoncé, c'est le vote du Congrès U.S., et non pas tout traité de commerce lui-même. La «coopération économique» n'est pas arrêtée. Avant cet épisode, bien que le traité de commerce américano-soviétique ne soit pas encore entré en vigueur, les échanges commerciaux entre les deux super-puissances n'avaient cessé de se développer. Entre 1968 et 74, les exportations des U.S.A. vers l'URSS étaient passées de 58 millions de dollars à 600 millions et les importations de 58,5 millions à 350 millions. En 1974, Moscou a reçu pas moins de 5.000 hommes d'affaires U.S., 40 firmes US travaillent sur l'immense chantier d'où sortira la future usine de camions Togliatti au sud de Kazan. Le matériel déjà sur place est estimé à 500 millions de dollars! Quant au gaz de Sibérie, il faudra 10 milliards de dollars d'investissement pour que son exploitation soit rentable.

C'est pourquoi on peut croire Kissinger quand il dit qu'il déploiera tous ses efforts pour obtenir une législation qui permettra de normaliser ces relations. C'est pourquoi le social-impérialisme affirme qu'il préconise toujours la voie de la «détente» que sa politique n'a pas changé et se hâte de signer de nouveaux contrats. Quant à l'émigration des juifs soviétiques, si elle n'est pas désormais contrôlée par l'impérialisme US, elle n'en est pas ralentie pour autant, comme le confirment des déclarations de dirigeants sionistes rassurés.

**abonnez
VOUS**
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE
pli normal 1 an 80 F
3 mois 20 F
pli fermé 1 an 160 F
POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui
fournira le tarif.

**DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (m)**

Nom
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

Application immédiate des accords de Paris
Libération des détenus politiques
VIVE LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMIEU

MEETING MARDI 28 JANVIER 1975
20h30 Cinéma Mémil-Palace 38, rue de Mémilmontant
Film: «les grains de paddy», Musique, Débat...
organisé par les Comités Indochine Palestine

Soutenu par: le Parti Communiste
Révolutionnaire (Marxiste-Léniniste)

LES MASSES PALESTINIENNES ET ARABES SAURONT DE JOUER TOUS LES COMLOTS DES SIONISTES ET DES DEUX SUPERPUISSANCES



agression au Sud Liban les sionistes subissent de lourdes pertes

Depuis le 10 janvier, la bataille fait rage autour du village libanais de Kfar-Chouba, soumis en permanence au pilonnage nourri de l'artillerie sioniste. Des commandos sionistes transportés par hélicoptère ont fait irruption dans le village, enlevant 4 villageois, malmenant un groupe de femmes qui criaient leur soutien à la Résistance Palestinienne. Le samedi 11 janvier une unité israélienne de 200 hommes appuyés par des blindés a coupé toutes les communications, dynamitant routes et ponts, faisant sauter les maisons. Mais les masses palestiniennes et libanaises, résistent farouchement. Une cinquantaine de soldats sionistes ont été mis hors de combat, un important matériel de guerre a été saisi. Harcelés, les sionistes ont dû demander d'autres unités de chars et d'hélicoptères en renfort. Malgré leurs tentatives d'élargissement du front aux régions de Rachaya El Fakhar, Habbarieh, soumises aux bombardements de l'artillerie lourde, les sionistes continuent à subir de lourdes pertes. Au nord-ouest de Jabhet El Zeit, sur le Mont Hermon, 2 auto-chenilles sionistes ont été détruites, samedi 11, et leurs occupants mis hors de combat au cours d'une embuscade tendue par les feddayin. Sur mer, les sionistes tirent des fusées éclairantes de vedettes sur le Sud-Liban. Des vedettes israéliennes ont pénétré dans les eaux territoriales du Liban dans la région de Nakoura, et en même temps 4 avions sionistes survolaient les localités de Marjaa Your et de Bint Jbayel. Mais là encore ils ne sauraient être en sécurité: une vedette sioniste a été coulée mercredi soir. Quels que soient les moyens mis en œuvre pour tenter de vider le Sud-Liban de sa population libanaise et palestinienne, les sionistes rencontreront les masses et leurs feddayin.

Début Janvier, Kissinger déclarait sans détour que les USA interviendraient militairement contre les pays producteurs si la situation des pays capitalistes occidentaux devenait «particulièrement» grave, si «leur économie était menacée d'étranglement». Depuis, il ne se passe guère de jour sans qu'un dirigeant politique ou militaire ne reprenne ces affirmations. Le président Ford confirmait ces menaces, le secrétaire général de l'OTAN également puis l'amiral John Weinle, représentant du comité militaire de l'OTAN, et le ministre US de la défense, James Schlesinger. Par ces menaces répétées, il est clair que l'impérialisme US tente de neutraliser l'arme du pétrole, avant de permettre à Israël de déclencher une nouvelle agression d'envergure contre les pays arabes. Comme l'a dit en substance le président Ford (les perspectives d'une guerre au Moyen Orient sont très sérieuses, plus sérieuses, chaque jour où nous ne faisons rien qui amène des progrès ultérieurs dans le règlement des questions en suspens. Chaque jour qui passe devient plus dangereux) et encore «il y a des relations étroites à l'heure actuelle entre les intérêts de notre sécurité nationale et ceux d'Israël».

Les déclarations de Schlesinger ont précédé d'un jour la rencontre Ygal Allon - Kissinger, portant principalement sur les livraisons de matériel militaire à Israël.

Tout en préparant cette 5ème guerre au Moyen Orient, l'impérialisme US en redoute la conséquence probable des pays arabes producteurs de pétrole: un nouvel embargo. Les Etats-Unis n'ignorent pas la détermination des pays producteurs, aussi ils se préparent activement, en multipliant les manœuvres, en Méditerranée plus particulièrement fin Décembre, un bataillon de marines US s'exerçait au large de la Sardaigne à des manœuvres présentées comme faisant partie de «préparatifs d'invasion d'un pays pétrolier par les Etats-Unis», et le commandant de la 6ème flotte, F. Turner, déclarait: «Nous ne voulons pas envahir, mais nous sommes prêts. Nous pourrions exécuter n'importe quelle mission qui nous serait confiée». Les marines US venus à Canjuers dans le Var, se livraient à de semblables manœuvres.

Tout cela ne saurait être considéré comme de simples mesures d'intimidation, d'autant plus qu'au Moyen Orient, la situation militaire et les manœuvres diplomatiques annoncent une nouvelle guerre: au Sud Liban depuis plus de 10 jours, l'armée sioniste cherche à occuper l'Arpoul, Arqoub et les contreforts du Mont Hermon pour faciliter ses opérations futures contre la Syrie. Elle a élargi son champ d'opération, en conjugant les attaques terrestres, maritimes et aériennes. De toute évidence, elle cherche à vider le Sud Liban de sa population, pour avoir les coudées franches contre la Syrie. Du côté de l'Egypte, l'état sioniste essaie d'activer la signature d'accords séparés. Tout cela pour éviter de se retrouver dans la situation d'Octobre 73, avec 3 fronts: Egypte, Liban, Syrie. Le Sud Liban vidé de ses habitants, l'Egypte tenue par des accords de désengagement dans le Sinai, les sionistes pourraient concentrer leurs attaques sur la Syrie. C'est le but de la «diplomatie silencieuse», de la méthode «à petits pas», «par étapes» préconisée par l'impérialisme U.S.

Devant cette offensive de l'impérialisme U.S., le social-impérialisme soviétique n'est pas sans réaction. Au contraire, il multiplie ses manœuvres et pressions. Passablement démasqué par ses accords secrets sur l'immigration de juifs soviétiques, il a dû reculer pour ne pas perdre complètement la face dans les pays arabes qu'il tente de garder sous sa coupe, par l'intermédiaire des fournitures d'armes et autres investissements ou prêts. Il est clair que l'Egypte et la Syrie dépendent largement

du social-impérialisme pour leur approvisionnement en armes, au point que la Syrie, par exemple, n'envisage pas de diversifier l'origine de ses armements, à cause des difficultés présentées par une «reconversion» technique.

A cela s'ajoutent les tentatives du social-impérialisme pour promouvoir au sein même de la résistance palestinienne une ligne de capitulation, de reconnaissance de fait de l'état sioniste, dont la pièce maîtresse serait l'acceptation d'un état palestinien croupion pris en tenaille entre la Jordanie du boucher Hussein et Israël «état» qui ne permettrait guère à la lutte armée de se développer.

Le social-impérialisme pour s'imposer dans la région doit d'ailleurs non seulement faire face à la colère des peuples arabes, mais aussi aux nombreux «aides» et investissements divers de pays comme l'Arabie Saoudite et l'Iran en Egypte, Syrie..., «aides» et investissement qui contribuent à permettre aux dirigeants syriens ou égyptiens de desserrer la pression que le social-impérialisme exerce sur eux.

Ainsi, l'Iran vient de signer un accord avec l'Egypte, portant sur la remise en état des installations portuaires de Port Saïd, où l'Iran disposera d'une zone franche. Il va participer également à l'élargissement du canal de Suez, opération qui l'intéresse directement. Parallèlement il a même promis à l'état sioniste de lui livrer davantage de pétrole s'il consentait à évacuer une partie du canal de Suez. Pour ce qui est de la Syrie, l'Iran a déjà fourni 150 millions de dollars. L'Arabie Saoudite a également accordé plusieurs centaines de millions aux deux pays. Toutes ces manœuvres sont le résultat de la lutte que se mènent les deux super-puissances pour contrôler la région.

Les masses palestiniennes et arabes, qui luttent depuis des années pour la destruction de l'état sioniste et la construction d'un état palestinien démocratique, laïc, où toutes les confessions religieuses pourraient coexister, déjoueront tous les complots, du sionisme et des 2 super-puissances. A cette même heure, elles ripostent héroïquement avec les masses libanaises à l'agression sioniste dans le Sud Liban, et multiplient les opérations militaires en Palestine occupée. Elles prouvent chaque jour leur détermination à chasser l'impérialisme de la région, à arracher des mains des super-grands et des régimes réactionnaires arabes toutes les décisions qui les concernent. Dans cette lutte, le peuple palestinien et les autres peuples arabes peuvent compter sur notre ferme soutien.

Monique CHERAN

LUTTE EN TERRITOIRES OCCUPES

- 12 janvier: 4 soldats qui patrouillaient près de la frontière libanaise ont été blessés par des coups de feu dans la région de Djebel Druze.

- A Tell Roudessat Al Alm, dans le nord de la Palestine occupée: une unité de commandos palestiniens a attaqué à la grenade une position militaire sioniste. Elle a été complètement détruite et ses 12 occupants tués.

- A Hébron: des véhicules et des édifices administratifs ont été incendiés.

- Au Kibboutz de Petah Tikva (nord) plusieurs charges incendiaires ont ravagé une fabrique de tissus.

- Sur la route du kibboutz Niout Hakiskar, les feddayin ont monté une embuscade contre un véhicule militaire israélien, tuant tous ses occupants...

(d'après l'agence Wafa)

LES SILENCES DE L'IMPERIALISME FRANCAIS FACE AUX MENACES DE KISSINGER!

Devant les menaces de Kissinger d'intervenir militairement contre les pays producteurs de pétrole en cas d'embargo, l'impérialisme français n'a pas émis la moindre protestation. Après un silence prolongé, il a, par l'intermédiaire de Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, refusé de condamner l'impérialisme US: «Je ne crois pas utile de critiquer des propos tenus par un gouvernement étranger». Et de parler de «courtoisie élémentaire» et de dire qu'on a considérablement exagéré la portée des déclarations US. En réalité ce qui passe en premier pour l'impérialisme français, c'est la défense de ses intérêts car, comme l'a dit Sauvagnargues, «en cas de conflit armé, le risque d'embargo serait très grand, et les pays d'Europe seraient directement touchés». Autrement dit, il vaut mieux se mettre d'accord avec l'impérialisme US pour affronter le danger. Pour cela l'impérialisme français est prêt dans le sillage des accords Giscard-Ford à faire de nouvelles concessions favorisant les intérêts US. «Dans une conjoncture où nous entendons arriver dans les 3 mois à la réunion préparatoire entre consommateurs et producteurs de pétrole, nous estimons que cela n'avancerait à rien de se répendre en récriminations publiques entre Français et Américains». Mais par contre cela «avancerait à quelque chose» d'accueillir à Canjuers les GI'S de la VIe flotte (celle qui patrouille dans la Méditerranée) à la recherche d'un terrain d'entraînement.

Ce que l'impérialisme français voudrait faire croire, c'est que cette réunion vise au maintien de la paix dans le monde, à une réelle coopération entre pays consommateurs et producteurs. En réalité, chacun sait que c'est une machine de guerre élaborée par les USA pour opposer au front des producteurs, un front des pays capitalistes occidentaux, sous la houlette US. Que vont faire ces pays dans leurs concertations préliminaires, sinon se mettre d'accord sur une tactique à suivre pour tenter d'imposer leur volonté aux pays producteurs? Faisant semblant de choisir la voie de la concertation, l'impérialisme français a choisi, en fait, de faire front commun avec les Etats-Unis et les autres pays capitalistes occidentaux pour tenter d'imposer un rapport de force défavorable aux pays producteurs. C'est là qu'il faut chercher le sens de l'attitude du gouvernement français.

meeting des CIP à strasbourg pour le 10ème anniversaire du déclenchement de la lutte armée en Palestine

Vendredi 17 Janvier, plus de 200 personnes ont participé à un meeting organisé par le C.I.P. et la G.U.P.S. (Union Générale des Etudiants Palestiniens) à l'occasion du 10ème anniversaire du début de la lutte armée en Palestine. Un camarade du C.I.P. expliqua le sens de la lutte du peuple palestinien et appela la jeunesse de France à se solidariser avec ce combat, à poursuivre la lutte contre l'armée impérialiste française. Le camarade de la G.U.P.S. fit l'historique de la lutte du peuple palestinien, souligna les succès remportés tant sur le plan militaire que diplomatique par l'O.L.P. Un film montrant les armes des sionistes, retraçant les manifestations palestiniennes de riposte et de soutien à travers le monde, fut chaleureusement applaudi.

Le débat permit d'éclairer la ligne de l'O.L.P. sur la construction d'un état palestinien laïc, démocratique et populaire. Un ouvrier palestinien exilé rejeta les grandes explications historiques et bibliques des sionistes et montra comment il avait été chassé de sa ferme d'Alkedarah, le rôle de gendarme d'Israël, impérialiste, comme la présence de Moshe Dayan au Sud Viet-Nam et au Tchad. Le meeting s'acheva par une collecte au profit de l'association médicale palestinienne, pour la construction de l'hôpital Mahmoud Hamchari. Des contacts furent pris avec des participants pour développer le travail anti-impérialiste.

Strasbourg 18.1.75

A PROPOS DE L'OPERATION D'ORLY

DECLARATION DE L'AGENCE Wafa (O.L.P.)

«L'Organisation pour la Libération et toutes les organisations de résistance qui y sont représentées, n'ont absolument rien à voir avec l'attentat criminel d'Orly de dimanche. Cette opération constitue un complot contre la lutte du peuple palestinien et cause un tort immense à la résistance héroïque du peuple palestinien à l'intérieur des territoires occupés».

Les conséquences de la prise d'otages de dimanche à Orly, qui répétait une opération d'un genre similaire au même endroit le lundi d'avant, apparaissent claires: jeter le discrédit sur la résistance palestinienne. A qui profite cette opération? A l'heure où la tension provoquée au Moyen-Orient par la lutte des deux super-puissances engendre l'agression sioniste au Liban, et où les menaces d'une 5ème guerre d'agression déclenchée par Israël, se précèdent de plus en plus, l'opération d'Orly vient à point pour permettre à Israël de mettre une nouvelle fois les Palestiniens au banc des accusés.

Nous dénonçons la violente campagne anti-palestinienne déclenchée par la presse de la bourgeoisie à cette occasion. En fidèles défenseurs du sionisme, ils identifient l'opération d'Orly aux actions de la résistance palestinienne, niant l'extension prise par la guerre populaire dans les territoires occupés, couvrant tous les crimes et toutes les exactions d'Israël à commencer par les raids perpétrés, aujourd'hui contre le Liban. La résistance palestinienne saura mettre en échec toutes ces manœuvres et aller de l'avant, vers la réalisation de son objectif: UNE Palestine démocratique et laïque!